

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 31

Ajouter, à la fin de l'article 31 du projet de loi, les alinéas suivants :

« De plus, les membres du conseil d'administration doivent minimalement provenir de quatre régions sociosanitaires différentes. Le territoire de deux de ces régions ne doit être ni entièrement, ni partiellement compris dans celui de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Enfin, le conseil d'administration doit compter parmi ses membres une personne ayant une expérience pertinente à la prestation de services de santé et une autre personne ayant une expérience pertinente à la prestation des services sociaux. ».

Commentaires

Cet amendement vise à assurer une diversité dans la provenance des membres du conseil d'administration.

Article 31 du projet de loi tel que modifié

31. L'un des membres du conseil d'administration de Santé Québec, autre que le président de celui-ci et le président et chef de la direction, doit être nommé après consultation d'organismes représentatifs des membres des comités des usagers.

De plus, les membres du conseil d'administration doivent minimalement provenir de quatre régions sociosanitaires différentes. Le territoire de deux de ces régions ne doit être ni entièrement, ni partiellement compris dans celui de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Enfin, le conseil d'administration doit compter parmi ses membres une personne ayant une expérience pertinente à la prestation de services de santé et une autre personne ayant une expérience pertinente à la prestation des services sociaux.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 107

Remplacer l'article 107 du projet de loi par le suivant :

« **107.** Le conseil d'établissement est composé du président-directeur général et des personnes suivantes, nommées pour un mandat de quatre ans par le conseil d'administration de Santé Québec :

- 1° deux usagers de l'établissement;
- 2° six personnes ayant collectivement la compétence et l'expertise appropriées dans les domaines suivants :
 - a) expertise dans les organismes communautaires;
 - b) expertise dans le milieu des affaires;
 - c) compétence en gouvernance, en performance, en gestion de la qualité ou en éthique;
 - d) compétence en gestion des risques, en finance ou en comptabilité;
 - e) compétence en ressources humaines;
 - f) compétence en ressources immobilières ou informationnelles;
- 3° deux personnes représentant le milieu de l'enseignement et de la recherche;
- 4° trois personnes représentant le personnel et les autres personnes exerçant leurs activités au sein de l'établissement.

De plus, le conseil d'établissement comprend les membres suivants :

- 1° le président de la fondation de l'établissement ou, s'il existe plus d'une fondation, la personne désignée en vertu de l'article 109;
- 2° un usager de l'établissement désigné par le comité des usagers de l'établissement.

Dans le cas d'un établissement territorial, le conseil d'établissement comprend également au plus trois personnes provenant du milieu municipal du territoire desservi par l'établissement, sans excéder le nombre de réseaux locaux de services de santé

et de services sociaux dont l'établissement est responsable et sans qu'il y ait plus d'une personne provenant d'un même territoire de réseau local de services de santé et de services sociaux.

Dans le cas d'un établissement autre que territorial, le conseil d'établissement comprend également une personne représentant des établissements territoriaux desservis par l'établissement.

Commentaires

Cet amendement vise à modifier la composition des conseils d'établissement et à prévoir des adaptations à la composition d'un tel conseil selon qu'il s'agisse du conseil d'établissement d'un établissement territorial ou d'un établissement autre que territorial.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 107.1

Insérer, après l'article 107 du projet de loi, le suivant :

« **107.1.** Le conseil d'administration de Santé Québec choisit les personnes qu'il nomme en vertu des paragraphes 1°, 3° et 4° du premier alinéa de l'article 107 et du troisième alinéa de cet article parmi les candidats énumérés dans les listes établies par le président-directeur général de l'établissement.

Malgré le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 107, une personne qui, de l'avis du président-directeur général de l'établissement concerné, est en mesure de représenter les intérêts de l'ensemble des usagers peut être substituée à un usager, lorsque la spécialisation des services offerts par un établissement envers ses usagers rend difficilement applicable leur nomination comme membres du conseil d'établissement.

Le président-directeur général consulte le comité des usagers de l'établissement et le comité régional formé pour la région sociosanitaire en application de l'article 350 avant d'établir la liste de candidats parmi lesquels le conseil d'administration choisira les usagers qu'il nomme en vertu du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 107.

Le règlement intérieur de Santé Québec peut prévoir les autres conditions et les autres modalités selon lesquelles sont établies les listes de candidats. ».

Commentaires

Cet amendement précise les modalités entourant la nomination de certains membres du conseil d'établissement d'un établissement territorial ou d'un établissement autre que territorial.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 107.2

Insérer, après l'article 107.1 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **107.2.** Le nombre de femmes au sein du conseil d'établissement doit correspondre à une proportion d'au moins 40% du nombre total de personnes qui en sont membres. ».

Commentaires

Cet amendement vise à assurer la présence de femmes sur les conseils d'établissement. Une obligation identique existe pour les conseils d'administration des sociétés d'État, et ce, en vertu de l'article 3.5 de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 107.3

Insérer, après l'article 107.2 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **107.3.** Le conseil d'établissement doit comprendre au moins un membre âgé de 35 ans ou moins au moment de sa nomination. ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir, relativement à la composition des conseils d'établissement, une obligation identique à celle prévue pour les conseils d'administration des sociétés d'État, et ce, en vertu de l'article 3.6 de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 107.4

Insérer, après l'article 107.3 du projet de loi tel qu'amendé, le suivant :

« **107.4.** Le conseil d'établissement doit comprendre au moins un membre qui, de l'avis du conseil d'administration de Santé Québec, est représentatif de la diversité de la société québécoise. ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir, relativement à la composition des conseils d'établissement, une obligation identique à celle prévue pour les conseils d'administration des sociétés d'État, et ce, en vertu de l'article 3.7 de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 122

Remplacer l'article 122 du projet de loi par le suivant :

« **122.** Le comité de vigilance et de la qualité se compose des cinq personnes suivantes:

1° le président-directeur général;

2° le commissaire aux plaintes et à la qualité des services;

3° deux personnes choisies par le conseil d'établissement parmi ses membres qui ne travaillent pas pour Santé Québec ou qui n'exercent pas leur profession au sein d'un établissement de Santé Québec;

4° l'usager désigné en vertu du paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 107. ».

Commentaires

Cet amendement est en concordance avec l'amendement modifiant la composition du conseil d'établissement.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 145

Remplacer l'article 145 du projet de loi par le suivant :

« **145.** Sous réserve de l'article 146, chaque comité des usagers et chaque comité de résidents détermine sa composition.

La composition de tout nouveau comité est déterminée par le comité national des usagers en conformité avec l'article 146, jusqu'à ce que ce nouveau comité modifie cette composition en vertu du premier alinéa.

Un comité des usagers peut prévoir la formation en son sein de d'autres comités, la fusion ou la dissolution de comités existants.

Le comité national des usagers prévoit les règles selon lesquelles un comité des usagers est tenu de créer un comité en son sein, de même que celles selon lesquelles de tels comités peuvent être fusionnés ou dissouts. ».

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 147

Ajouter, à la fin de l'article 147 du projet de loi, les alinéas suivants :

« Malgré le deuxième alinéa, une personne agissant comme proche aidant d'un usager peut être élue pour faire partie d'un comité des usagers même si elle travaille pour Santé Québec ou exerce sa profession au sein de l'établissement.

De même, une personne agissant comme proche aidant d'un résident peut être élue pour faire partie d'un comité des résidents même si elle travaille pour Santé Québec ou exerce sa profession au sein de l'établissement, pourvu qu'il ne s'agisse pas du comité des résidents institué pour l'installation où elle travaille ou, selon le cas, exerce sa profession. ».

Commentaires

Cet amendement vise à faciliter l'élection de personnes proches aidantes au sein des comités des usagers et des comités des résidents, mais à néanmoins éviter qu'une telle personne travaille ou exerce sa profession dans l'installation pour laquelle est institué le comité des résidents.

Texte modifié de l'article 147 du projet de loi

147. La majorité des membres d'un comité des usagers doit être formée d'usagers; celle d'un comité des résidents, de résidents.

Lorsqu'il est impossible de former une telle majorité, les usagers ou les résidents peuvent élire toute autre personne de leur choix pourvu que cette personne ne travaille pas pour Santé Québec ou n'exerce pas sa profession au sein de l'établissement.

Malgré le deuxième alinéa, une personne agissant comme proche aidant d'un usager peut être élue pour faire partie d'un comité des usagers même si elle travaille pour Santé Québec ou exerce sa profession au sein de l'établissement.

De même, une personne agissant comme proche aidant d'un résident peut être élue pour faire partie d'un comité des résidents même si elle travaille pour Santé Québec ou exerce sa profession au sein de l'établissement, pourvu qu'il ne s'agisse pas du comité des résidents institué pour l'installation où elle travaille ou, selon le cas, exerce sa profession.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 149

À l'article 149 du projet de loi :

1° ajouter, à la fin du premier alinéa, le paragraphe suivant :

« 3° accompagner et assister, sur demande, un usager ou, selon le cas, un résident dans toute démarche qu'il entreprend, y compris lorsqu'il désire formuler une plainte conformément aux dispositions de la partie VII de la présente loi ou en vertu de la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux. ».

2° supprimer le paragraphe 1° du deuxième alinéa.

Commentaires

Cet amendement vise à ce que les comités de résidents exercent également la fonction d'accompagner et d'assister un usager dans une démarche de plainte.

Texte modifié de l'article 149 du projet de loi

149. Un comité des usagers ou un comité des résidents exerce les fonctions suivantes :

1° à l'égard des usagers ou, selon le cas, des résidents :

a) les renseigner sur leurs droits et leurs obligations;

b) promouvoir l'amélioration de la qualité de leurs conditions de vie et participer à l'évaluation de leur degré de satisfaction à l'égard des services obtenus de l'établissement;

c) défendre leurs droits et leurs intérêts collectifs;

2° à la demande d'une personne, défendre ses droits et ses intérêts en tant qu'usager ou résident auprès de toute autorité compétente.

3° accompagner et assister, sur demande, un usager ou, selon le cas, un résident dans toute démarche qu'il entreprend, y compris lorsqu'il désire formuler une plainte conformément aux dispositions de la partie VII de la présente loi ou en vertu de la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux.

Le comité des usagers exerce de plus les fonctions suivantes :

~~1° accompagner et assister, sur demande, un usager dans toute démarche qu'il entreprend, y compris lorsqu'il désire formuler une plainte conformément aux dispositions de la partie VII de la présente loi ou en vertu de la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux;~~

2° s'assurer, le cas échéant, du bon fonctionnement de chacun des comités des résidents et veiller à ce qu'ils disposent des ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions;

3° évaluer, le cas échéant, l'efficacité de la mesure mise en place en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 144.

Ces comités établissent, en outre, leurs règles de fonctionnement.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 150

À l'article 150 du projet de loi :

1° insérer, après « d'activités », « au conseil d'établissement et »;

2° insérer, après « Tout », « comité formé au sein d'un comité des usagers, de même que tout »;

3° ajouter, à la fin, l'alinéa suivant :

« Le rapport du comité des usagers d'un établissement doit faire état des rapports obtenus, le cas échéant, des comités formés en son sein et des comités de résidents. ».

Commentaires

Cet amendement vise à prévoir que le rapport d'activités d'un comité des usagers est également transmis au conseil d'établissement et non seulement au comité national des usagers. Il vise également à ajouter qu'un comité formé au sein d'un comité des usagers doit lui aussi transmettre un rapport au comité des usagers duquel il relève.

Texte modifié de l'article 150 du projet de loi

150. Le comité des usagers d'un établissement soumet chaque année un rapport d'activités au conseil d'établissement et au comité national des usagers. Tout comité formé au sein d'un comité des usagers, de même que tout comité des résidents soumettent un tel rapport au comité des usagers duquel il relève.

Le rapport du comité des usagers d'un établissement doit faire état des rapports obtenus, le cas échéant, des comités formés en son sein et des comités de résidents.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 284.1

Insérer, après l'article 284 du projet de loi, le suivant :

« **284.1.** Malgré le paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 107, le conseil d'établissement de l'établissement de Santé Québec auquel est rattaché un établissement regroupé comprend, selon le cas, le président de la fondation de l'établissement de Santé Québec ou de l'établissement regroupé ou, s'il existe plus d'une fondation, la personne désignée en vertu du deuxième alinéa.

Lorsque plus d'une fondation existe pour un établissement regroupé et pour l'établissement de Santé Québec auquel il est rattaché, l'ensemble des fondations concernées désigne l'un des présidents de celles-ci pour agir comme membre du conseil d'établissement de l'établissement de Santé Québec. Son mandat est d'une durée maximale de quatre ans. ».

Commentaires

Le présent amendement précise les adaptations à la composition du conseil d'établissement pour tenir compte des fondations des établissements regroupés.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 360

Retirer l'article 360 du projet de loi.

Commentaires

Cet amendement vise à retirer cet article en concordance avec la révision de la composition des conseils d'établissement réalisée par amendement.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 627

Retirer l'article 627 du projet de loi.

Commentaires

Le présent amendement propose de retirer l'article 627 du projet de loi concernant le dossier de plainte d'un usager.

La confidentialité du dossier et les règles permettant son accès par toute autre personne ou groupement seront celles établies par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

AMENDEMENT

Projet de loi n° 15

LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

ARTICLE 1094

Remplacer l'article 1094 du projet de loi par le suivant :

« **1094.** Les comités d'usagers énumérés ci-dessous continuent d'exister après la fusion comme s'ils avaient été institués pour un établissement fusionné en vertu de l'article 143 de la présente loi et ils exercent les responsabilités qu'elle leur confère :

1° le comité des usagers qui, la veille du jour de la fusion, était institué en application de l'article 209 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour un établissement non fusionné ou pour l'établissement public visé au premier alinéa de l'article 1087 de la présente loi;

2° le comité des usagers qui, la veille du jour de la fusion, était institué pour un centre intégré de santé et de services sociaux visé au premier alinéa de l'article 1087 de la présente loi et dont la composition est prévue au premier alinéa de l'article 60 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales.

De plus, les comités des usagers dont l'existence a été maintenue en application de l'article 203 de cette loi continuent d'exister après la fusion comme s'ils avaient été formés au sein du comité des usagers de l'établissement fusionnant concerné en vertu du troisième alinéa de l'article 145 de la présente loi.

Enfin, les comités des résidents qui, la veille du jour de la fusion, étaient institués pour un établissement fusionnant continuent d'exister après la fusion comme s'ils avaient été institués pour un établissement fusionné en vertu de l'articles 144 de la présente loi et ils exercent les responsabilités qu'elle leur confère. ».

Commentaires

Cet amendement vise à clarifier l'article 1094 du projet de loi afin que tous les comités des usagers et tous les comités des résidents existant dans un établissement fusionnant la veille du jour de la fusion continuent leur existence dans l'établissement issue de la fusion et exerce les fonctions que la loi nouvelle lui confère.